

Avis d'Appel d'Offres Ouvert national N°DNCMP/11/T/2023-2024 pour les travaux de construction d'un bloc d'hébergement d'un CDS MIGONGO.

Date de publication : Le...7.../...7.../ 2023

Date d'ouverture des offres: Le 26/...7.../ 2023

Objet de l'Appel d'Offres

La commune KIBAGO invite, par le présent avis d'Appel d'Offres, les soumissionnaires admis à concourir, à présenter leurs offres sous plis fermés, pour **les travaux de Construction d'un bloc d'hébergement d'un CDS MIGONGO.**

La Commune vient d'obtenir du Fonds National d'Investissement Communal FONIC, un financement mis à sa disposition par l'Etat Burundais sur l'exercice 2022-2023 pour l'exécution des projets de développement socioéconomique et communautaires. La Commune KIBAGO à l'intention d'utiliser une partie des fonds pour effectuer des paiements au titre des marchés de **Construction d'un bloc d'hébergement d'un CDS MIGONGO.**

Spécification du marché

1. Le présent Appel d'Offres est lancé auprès des entreprises nationales et étrangères établies au Burundi.
2. Les travaux prévus dans le cadre de ce marché sont en un lot unique.
3. L'ensemble des travaux est à réaliser dans un délai maximum de **quatre (4) mois calendrier**

Conditions de participations

4. La participation au marché est ouverte Nationale, à égalité de conditions, à toutes les personnes physiques et morales possédant les capacités techniques et financières nécessaires à l'exécution du marché.
5. Chaque soumissionnaire a droit à soumissionner.
6. Les candidats concernés par l'une des règles d'incapacité énumérées à l'article 161 du Code des Marchés publics ne peuvent participer à l'appel d'offres.

Consultation et acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

7. Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté, tous les jours ouvrables et pendant les heures de service ; est obtenu par les soumissionnaires à l'adresse indiquée ci-dessous :

Au Bureau de la Commune KIBAGO

Moyennant le paiement de Cent mille (100 000fbu) francs burundais : 50 000fbu sur le compte N°CC 10003 ouvert à la Banque de la République du Burundi (BRB) et 50 000fbu au compte N° 07003220101-66 ouvert à la BANCObU au nom de la Commune KIBAGO.

Les offres doivent être rédigées en langue française et uniquement au moyen du formulaire de soumission type inclus dans le dossier d'appel d'offres dont les dispositions et le format doivent être strictement respectés.

7. Toute question concernant le présent appel d'offres doit être adressée par écrit à :

Madame l'Administrateur Communal et Personne Responsable des Marchés Publics, en mentionnant la référence de publication indiquée en haut de page, au moins 10 jours avant la date limite de remise des offres figurant au point 12.

Visite du site

8. Une visite guidée des sites sera organisée le 17.7 2023 à partir de 9heures. Le lieu de rencontre sera le chef-lieu de la commune de KIBAGO.

Présentation de l'offre

9. Les offres doivent comprendre une garantie bancaire de soumission de : **2 000 000FBU**
10. Les offres doivent être soumises à : **La Commune de KIBAGO**
L'offre doit être paginée, paraphée et comprendre une table des matières.

Validité des offres

11. Les offres sont valables pendant une période de **90 jours** à compter de la date limite de remise des offres.

Date limite de dépôt des offres

12. Toutes les offres doivent être déposées à l'adresse indiquée ci-dessus, **au plus tard le 26.7 2023 à 10 heures**

Toute offre reçue après la date limite ne sera pas prise en considération.

Séance d'ouverture des offres

13. Les offres seront ouvertes en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants qui souhaitent et d'un observateur du FONIC à l'adresse mentionnée ci-dessus le 26.7 2023 à 10 heures30min. Le procès-verbal d'ouverture des offres doit être contresigné par tous les soumissionnaires présents et transmis à DNCMP. Conformément à l'article 22 alinéa 9 du code des marchés publics, un cadre requis par l'autorité contractante auprès de la DNCMP peut assister à la séance d'ouverture des offres. Il dresse un rapport de déroulement de ladite séance et donne copie à l'autorité contractante. Il ne signe pas sur le procès-verbal d'ouverture des offres.

Critères de qualification des soumissionnaires

14. Les soumissionnaires doivent faire preuve de leur capacité à satisfaire aux clauses et obligations du Marché ; à cette fin leur offre doit fournir les informations exigées dans les documents suivants :

14.1 Au niveau administratif :

1. La preuve d'achat du DAO portant le numéro du marché ;
2. La caution de soumission sous forme de garantie bancaire suivant le modèle du DAO ;
3. Une attestation délivrée par une banque commerciale agréée attestant des capacités financières du soumissionnaire pour mener à bien l'exécution du marché d'au moins vingt millions de FBU (**20 000 000 FBU**) ;
4. Statuts du soumissionnaire (personne morale) ;
5. Une Attestation de non redevabilité délivrée par les services de l'OBR en cours de validité ;
6. Le Certificat d'Immatriculation Fiscale(NIF) ;
7. Le Registre de commerce (copie) ;
8. Une Attestation de non faillite délivrée par le tribunal de commerce validé;
9. Une attestation de non redevabilité de l'INSS en cours de validité en original ;

10. Une Adresse fixe et connue du soumissionnaire ;
11. Le bordereau des prix unitaires
12. L'acte d'engagement suivant le modèle en annexe

14.2 Au niveau technique :

La participation à la concurrence est ouverte aux entreprises résidant au Burundi, justifiant des capacités juridiques, financières et techniques requises pour exécuter les travaux entre autre les détails du personnel qualifié tels que :

- L'Ingénieur des travaux ;
- Le conducteur des travaux ;
- Détail des PV de réception des projets analogues effectués par l'entreprise ;
- Le planning des activités.

Le soumissionnaire doit avoir exécuté des marchés de travaux analogues (au moins 3) et présenter des procès-verbaux de réception délivrés par le(s) Maître(s) de l'Ouvrage concerné(s). Des attestations justificatives seront annexées à son offre technique (dont les PV de réception provisoire/définitive).

14.3 Au niveau financier :

La preuve que l'entrepreneur est à même de démarrer les travaux avec ses propres fonds en attendant les procédures de déblocage de l'avance de démarrage. A cet effet, l'entrepreneur doit fournir une attestation bancaire de disponibilité financière ci-haut demandé **et un chiffre d'affaire d'au moins cent millions (100 000 000 Fbu)** au cours des trois dernières années.

Fait à KIBAGO, le 21/07/2023

Espérance INARUKUNDO

Administrateur Communal de KIBAGO et personne responsable des marchés publics



